

## POUVOIR URBAIN ET PAYSANNERIE EN TUNISIE (1)



Aux lendemains de l'Indépendance, les campagnes tunisiennes connaissaient une crise profonde, marquée par la coexistence d'un secteur agricole moderne commercialisé qui concernait les colons et une partie des grands agriculteurs tunisiens, et un secteur agricole traditionnel arriéré d'économie vivrière, replié sur lui-même, qui regroupait la majorité des fellahs de toutes les régions du pays. La crise du monde rural, qui a démarré avec la mainmise des colons sur un cinquième des terres agricoles à la fin XIXe siècle, s'est aggravée à partir des années 30 du XXe siècle avec le déclenchement de la révolution démographique. Désormais, le chômage et le sous-emploi prennent des proportions inconnues jusqu'alors et vont connaître une aggravation continue, accentuée après la première guerre mondiale par la mécanisation de l'agriculture coloniale. L'exode rural apparaît comme la seule solution à des horizons complètement fermés à la campagne. Ainsi commence à partir des années trente une ruralisation des villes, et surtout de Tunis; les bidonvilles de Jebel Lahmar, de Mellassine, de Borjel etc... apparaissent à cette période et se renforcent d'année en année. Les pauvres et les chômeurs rejetés par les campagnes viennent aggraver les difficultés sociales des villes. Devant le caractère inopérant de la politique de dégourbification et d'expulsion des immigrants ruraux vers leur pays d'origine, à la fin de la période coloniale et pendant les premières années de l'indépendance, le nouveau pouvoir tunisien élabore une politique de développement à la campagne, pour intensifier, moderniser l'agriculture et la rendre plus productive et plus capable de retenir une bonne partie de la population active, et une politique de développe-

ment de l'industrie, du tourisme et des services divers pour occuper les chômeurs citadins, diversifier l'économie tunisienne et créer une complémentarité féconde entre les secteurs économiques ruraux et leurs homologues urbains.

Mais comme le pouvoir politique, essentiellement citadin, issu de l'indépendance, considérait que l'agriculture est un secteur économique arriéré, traditionnel, incapable de promouvoir un décollage économique véritable, il a surtout misé sur l'extraction minière, les industries de transformation, le tourisme et les services divers. L'essentiel des investissements a été consacré aux secteurs secondaire et tertiaire, alors que le secteur primaire, agriculture et pêche, a dû se contenter de la portion congrue, moins de 20% et même de 10% du total des investissements au cours des dernières décennies.

*"Le caractère agricole du pays... est presque considéré comme une tare de l'économie dont il faut se défaire, écrivaient en 1979, S. El Amami et autres..." L'archaïsme, le traditionnel, c'est ce monde rural traîné comme un boulet, supporté comme un héritage de sous-développement... Le développement passera selon cette logique, nécessairement par le dépassement de l'agriculture,... et par le renforcement... de l'industrie et des services essentiellement..." (2).*

Non seulement l'agriculture ne recevait qu'une petite partie des investissements, mais elle devait livrer ses céréales, ses huiles, son lait, ses viandes, à des prix "favorables", fixés par les pouvoirs publics, aux consommateurs citadins. Les paysans subventionnaient ainsi, malgré eux, les secteurs économique urbains, industries et activités tertiaires, et favorisaient des taux de profit et d'accumulation élevés en ville. L'agriculture apparaît de plus en plus comme le "parent pauvre" de l'économie tunisienne : l'agriculture et la pêche n'ont bénéficié que de 19% des investissements totaux de 1962 à 1971, de 12,8% de 1972 à 1981 et de 15,5% de 1982 à 1986. Les crédits accordés aux agriculteurs sont encore plus dérisoires : 8 à 12% de 1984 à 1990. Pourtant la population active occupée dans l'agriculture, qui représentait en 1956 les deux tiers de l'ensemble, la moitié en 1966 et 26,6% en 1984, reste très importante, malgré sa régression continue.

Mais tout en investissant peu dans le développement de l'agriculture et en imposant des prix bas à la production pour les produits alimentaires de grande consommation, le pouvoir urbain poursuit une politique d'intégration du monde rural à l'économie de marché contrôlée.

**Les pouvoirs publics et les citadins :** l'emprise foncière des citadins sur les campagnes, qui a toujours existé,

(1) Hafidh SETHOM : "Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie". Tunis. Cérès Productions. Fondation nationale de la Recherche scientifique. 1992. 393 p. 76 cartes et graphiques.

(2) cf. S. El Amami et autres : "Choix techniques et agriculture maghrébine: le cas de la Tunisie". In "Peuples Méditerranéens". juillet-septembre 1979.

a certes évolué, mais elle est encore bien vivante et continue à effectuer des prélèvements importants sur la plus-value agricole, au détriment de la population rurale.

L'emprise des citadins s'est en outre renforcée depuis l'indépendance par la possession de machines agricoles et la location du matériel mécanique pour faire du travail à façon pour les petits et les moyens agriculteurs incapables de s'équiper en matériel mécanique. Grâce à cette procédure, la mécanisation des travaux agricoles a fait de très grands progrès dans la céréaliculture et l'arboriculture sèche et en particulier l'oléiculture, chez les grands exploitants et même chez les petits et moyens agriculteurs.

En outre, grâce à la modernisation de l'agriculture, au développement des cultures maraîchères et arboricoles irriguées, l'agriculture commerciale est en train de se généraliser. La campagne est devenue consommatrice d'intrants agricoles et doit écouler une bonne partie de ses légumes, de ses fruits, de son lait, de son cheptel en ville.

Par l'intermédiaire de multiples opérateurs, offices, coopératives, sociétés publiques ou privées, transporteurs etc..., les citadins contrôlent directement ou indirectement tout le commerce avec les campagnes. Grâce à ce réseau très serré, les profits commerciaux des différents intermédiaires citadins représentent aujourd'hui probablement la principale forme de prélèvement sur la plus-value agricole.

Enfin, comme la ville et les activités urbaines jouissent d'une priorité absolue par rapport à l'agriculture et à la paysannerie, l'urbanisation stérilise une portion sans cesse croissante de l'espace agricole, et les citadins, l'industrie, le tourisme et les autres services consomment de plus en plus d'eau, et menacent d'asphyxier, à plus ou moins longue échéance, les périmètres irrigués.

Il n'est donc pas étonnant que la politique suivie depuis l'indépendance, qui a favorisé les secteurs économiques urbains et les citadins, au détriment des paysans et des ruraux, ait abouti à aggraver les déséquilibres. Dans la mesure où plus des trois quarts des citadins et la plupart des grandes villes sont sur le littoral oriental, l'essentiel de l'effort industriel, la quasi-totalité du secteur touristique, créé après 1960, ont accentué les déséquilibres entre la Tunisie littorale orientale et la Tunisie intérieure. Celle-ci est de plus en plus une région à prédominance rurale, pauvre, peu développée, dépendante des villes du littoral, et alimente un mode rural important et continu.

Les paysans apparaissent de plus en plus comme *"les parents pauvres"* de la société tunisienne. Malgré une contraction de 46% de l'emploi dans l'agriculture de 1966 à 1984, qui est passé de 878 000 à 475 400 unités, le taux de chômage et de sous-emploi est beaucoup plus élevé à la campagne qu'en ville, et touche plus du tiers de la population active rurale. En outre, la population rurale et plus particulièrement les travailleurs de la terre ont les niveaux de consommation les plus bas de tout le pays, jouit des équipements et des services les plus faibles. L'agriculture n'arrive plus à occuper tous les demandeurs d'emplois. C'est pourquoi les campagnes sont obligées de laisser partir une partie importante de leur population d'âge actif, pour aller travailler dans les industries, les hôtels et les multiples services dans les villes de la façade littorale orientale. L'émigration vers la France et vers la Libye, pendant les années 60 et 70, a permis de soulager les villes tunisiennes d'une partie de la pression qu'exerce sur elle l'exode rural. La ruralisation

des villes tunisiennes est un phénomène général qui dure depuis plus d'un demi-siècle. L'exode rural a changé le contenu humain des vieux quartiers, comme la medina de Tunis, a donné naissance à des *"gourbivilles"* périphériques, a poussé les pouvoirs publics à construire des cités populaires programmées pour lutter contre la taudification et la gourbification. Mais comme l'exode rural, l'habitat spontané ne peut être éradiqué : maîtrisé ici, contrôlé et légalisé là, il réapparaît ailleurs sous une forme ou sous une autre...

La marginalisation de l'agriculture, la fixation des prix des céréales, de l'huile d'olive, du lait, de la viande etc... à des niveaux bas, sont en bonne partie responsables de la réduction des surplus agricoles exportables et surtout de l'apparition, à partir du début des années 70, d'un déficit alimentaire permanent, qui est devenu une donnée structurelle de l'économie tunisienne. Le déficit est dû à un accroissement de la demande en produits alimentaires, qui est une conséquence du croît démographique, mais aussi de l'urbanisation de plus en plus accentuée, accompagnée d'une amélioration du niveau de vie et d'une hausse des besoins. L'incapacité de la production intérieure à répondre à l'accroissement de la demande s'explique aussi par les aléas climatiques, la fragilité du milieu naturel, et surtout par des structures agraires peu favorables à l'accroissement substantiel et généralisé de la production et de la productivité : 85% des exploitants agricoles disposant de moins de 20 ha ne peuvent investir et accéder au crédit régulièrement par manque de solvabilité, et sont condamnés à végéter et à se contenter de rendements dérisoires, sur plus du tiers des superficies cultivées; par contre 3,5% des exploitants, disposant de plus de 50 ha, jouissent de 35% des terres agricoles, et ont pu améliorer sensiblement les rendements céréaliers qui sont passés d'une moyenne de 10-12 quintaux l'hectare dans les années 60 à 20-25 q./ha aujourd'hui. Mais cette catégorie d'exploitants pourrait obtenir des rendements nettement plus élevés et arriver même à 50 q./ha, en renforçant l'emploi des semences à hauts rendements, des engrais chimiques et des produits de traitement, et aussi en acceptant d'irriguer leurs cultures, et en particulier les céréales, grâce aux eaux des barrages, qui ont coûté très cher à la collectivité. Mais une partie des grands exploitants, et principalement les citadins absentéistes, répugnent à passer à l'agriculture irriguée, qui implique le recours à une importante main-d'oeuvre salariée et l'abandon de l'absentéisme. Tant que ces structures se maintiendront, il est illusoire de croire que le pays pourra retrouver l'autosuffisance alimentaire.

En somme, l'intérêt bien compris des citadins ne réside pas dans l'attachement à des rapports inégaux qui a engendré le déséquilibre régional, la pauvreté rurale, l'exode rural, la ruralisation des villes, et le déficit alimentaire, mais dans une gestion équitable du capital foncier et hydraulique, des possibilités de crédits et d'investissements, du système des prix des denrées agricoles et industrielles, pour permettre aux paysans d'obtenir une juste rémunération de leurs efforts. Il est donc temps de repenser les priorités, en fonction d'une nouvelle stratégie globale qui tient compte de l'intérêt bien compris de toute la société, citadine et rurale.

**Hafedh SETHOM**

Professeur à la Faculté des Sciences  
Humaines et Sociales de Tunis